

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > **La privatisation de La Poste : le détournement d'une mobilisation**

# La privatisation de La Poste : le détournement d'une mobilisation

vendredi 5 février 2010, par [CALDERON Particio](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2010).

**Nous publions ci-dessous l'intervention faite par Patricio Calderon - dans le cadre de l'atelier consacré aux mobilisations contre la privatisation de La Poste en Europe - lors de L'Autre Davos, réunion internationale qui s'est tenue les 29 et 30 janvier 2010 à Bâle. La participation a été de 594 personnes pour les deux jours (entrées enregistrées).**

**Particio Calderon est membre du NPA et de l'un des collectifs contre la privatisation de La Poste à Paris. (Réd. de A l'encontre)**

---

## La situation actuelle

Le 12 janvier 2010, la Commission mixte paritaire (CMP) Assemblée Nationale – Sénat de France a adopté en procédure d'urgence le texte de loi qui établit que : « *La Poste est transformée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2010 en une société anonyme dénommée La Poste* » Et, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'activité postale est ouverte à la concurrence en France.

## Début de la mobilisation

La mobilisation en France contre cette privatisation a commencée en octobre de 2008. Le 8 octobre s'est réuni pour la première fois, le Comité Parisien contre la privatisation de La Poste.

Ce Comité est formé des centrales syndicales présentes à La Poste : FO, CGT, SUD, CFTC, CFDT, plus les organisations politiques : Les Verts, Parti Socialiste • Parti Communiste Français • Parti de Gauche • Alter Ecolo • Les Alternatifs • Alternative Libertaire • M'PEP Mouvement politique d'éducation populaire • FASE La Fédération pour une alternative sociale et écologique • ATTAC • Parti Communiste Ouvrier Français • NPA Nouveau Parti Anticapitaliste. Un total de 60 organisations y participe (Cf. <http://www.appelpourlaposte.rezisti.org/> )

Elles ont établi un appel national contre la privatisation de La Poste. Cet appel a été suivi par la constitution des Collectifs dans tous des Départements de France. Ce sont des milliers de comités qui se sont constitués dans toutes les communes. A Paris, dans tous les arrondissements, il y a eu des comités.

## Au niveau local

Avec Jean-Paul Dessaux, postier et militant du syndicat SUD-PTT, nous avons fait partie du Comité du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. A ce Comité, ont participé notamment, SUD-PTT, SUD-Etudiants, ATTAC, les VERTS, le PS, les Alternatifs, les Alternatifs libertaires, le PCF, le PG (Jean-Luc

Mélenchon) et le NPA.

Nous avons organisé devant les bureaux de poste, comme tous les autres comités de France, à partir du 25 octobre 2008 et pendant plusieurs samedis, la signature d'une pétition nationale contre la privatisation. Cela a été le début d'une campagne de mobilisation des citoyens, des syndicalistes et des militants dans les quartiers, sans comparaison depuis des années en France.

Le 18 novembre 2008, nous avons organisé à la Mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement, une première réunion publique pour préparer la participation de l'arrondissement à la manifestation nationale du 22 novembre à l'initiative de 5 syndicats de La Poste.

Cette manifestation a été appelée : « Pour l'ouverture d'un débat public et un référendum sur le service public postal »

### **Au niveau national**

Le 10 janvier 2009, a été organisée une nouvelle journée nationale de signatures contre la privatisation devant les bureaux de Poste.

### **La jonction avec les journées de début 2009**

Au même moment, en Guadeloupe, a commencé une grève générale illimitée du LKP qui a duré 44 jours [voir les différents articles sur le site d'ESSF].

En écho un peu tardif, en Métropole, les grèves nationales ont commencé le 29 janvier 2009 avec une intersyndicale de huit confédérations : CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa et Solidaires (SUD).

Certes, elles ont été d'une durée limitée à la journée.

Le Comité National contre la Privatisation de La Poste s'y est associé sous les mots d'ordre de :

1. Contre le changement de statut de la Poste, du public au privé
2. Opposition totale à toute forme de privatisation

2,5 millions de personnes ont défilé dans les rues en France, lors de 195 manifestations, a indiqué la CGT. Dont, 300 mille à Paris et 300 mille à Marseille.

Cela a été le début de « journées nationales d'action » très espacées dans le temps. La suivante a eu lieu le 19 mars 2009, avec 3 millions de manifestants. La grande énergie déployée par les salarié·e·s français a été très forte, malgré les coups extrêmement durs que le patronat et le gouvernement français portent à leurs intérêts.

Tout se passe comme si la mobilisation générale est redoutée, non seulement par le gouvernement, mais aussi par les directions syndicales. La crainte du débordement certainement.

En ce qui concerne la lutte contre la privatisation de La Poste, le Comité National, le 12 février 2009, a remis une lettre ouverte au Président de la République, lui demandant d'utiliser le récent dispositif constitutionnel permettant un référendum, bien que les décrets d'application ne soient pas encore promulgués, afin de trancher la question de la privatisation de la poste par un référendum. Cette démarche n'a eu aucune suite bien évidemment.

Les « journées d'actions » en France finissent par laisser les salarié·e·s qui n'y voient aucun

changement du rapport de force. Après le 19 mars, le 1<sup>er</sup> mai a mobilisé 1,2 millions de manifestants, puis nouvelles manifestations le 26 mai, et pour finir le 13 juin avec 150 000 manifestants dans toute la France. Il est certain que cela a eu un effet démobilisateur.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé le 16 juin un calendrier de privatisation de La Poste. Evidemment, la lettre du Comité, demandant un Référendum est restée sans réponse de la part du Président Sarkozy. Le 29 juillet 2009, le projet de loi a été présenté en Conseil des ministres.

### **La consultation nationale**

Réuni en assemblée plénière le 6 juillet 2009, le comité national contre la privatisation de La Poste – pour accentué le débat public et lancer un référendum sur le service public postal – a choisi la date de la consultation nationale sur privatisation de La Poste :

Elle s'est tenue le samedi 3 octobre 2009.

10 milles points de recueil de votes furent organisés dans des milliers des communes dans toute la France. Au bas mot, ce sont plus de 40 mille citoyens et citoyennes, syndicalistes, militant·e·s qui se sont mobilisé dès la rentrée de l'été 2009.

Ce sont 2'348'382 voix qui se sont élevées dans toute la France, contre la privatisation de La Poste. Dont 101'782 à Paris. Les personnes qui sont venues exprimer leur opposition à la privatisation étaient très enthousiastes. Cette votation n'a pas de précédent en France.

### **La CFDT et le PS**

François Chérèque, Secrétaire général de la CFDT, n'a pas participé à la votation citoyenne de La Poste car la question servant de base au référendum populaire, selon lui, n'était pas « *la bonne question* », a-t-il expliqué aux médias. Selon le secrétaire général de la CFDT, il aurait plutôt fallu demander « *comment financer les missions de service public ?* ». La CFDT a considéré que cette consultation était vraiment « *populiste* » en posant une question fermée : oui, ou non, à la privatisation de la Poste.

Bref, la CFDT fut le seul syndicat qui n'ait pas participé à cette consultation nationale. La CFDT a demandé que « *notre représentation nationale (sénateurs et députés) débattenne au Sénat et à l'Assemblée Nationale !* » la question de La Poste.

Cela a été le début du transfert du combat contre la privatisation prenant appui sur la prise en main par la participation des intéressés eux-mêmes vers les instances institutionnelles parlementaires, dominées par les partisans de la privatisation.

A l'approche des élections des Conseils Régionaux en mars 2010, le PS a pesé de tout son poids pour arrêter toute mobilisation de populaire. Cela a été suivi par la majorité des organisations politiques et syndicales.

Ils ont renoncé à s'appuyer sur les 2,3 millions d'opposants (lors du référendum) et à mener une bataille politique avec l'ensemble des ceux qui comprennent qu'il faut rompre avec le système capitaliste et les gouvernements qui le défendent, système dont la survivance exige la soumission des services publics aux lois du marché.

### **L'alternative tactique**

Cette bataille politique, qui passait concrètement par une lutte politique pour une montée nationale

pour le retrait du projet de privatisation par Sarkozy, n'a pas eu lieu. La « lutte » contre la privatisation de La Poste s'est transformée en une « grimace », et comme je le disais au début, l'Assemblée Nationale vote, tranquillement la privatisation.

## **Opération Cartes Postales**

Au lieu de mener un combat politique national sur la base de la mobilisation générale, une nouvelle action symbolique a été organisée, pour continuer la démonstration nationale pour le maintien de La Poste en tant que service public. Cela a été l'opération « J'écris au Président » consistant à la distribution d'une carte postale rappelant le résultat de la consultation nationale et exigeant le respect de cette volonté populaire.

A nouveau, ce sont des millions de personnes qui sont allés dans les milliers points de distribution de cartes postales détenus par les militants des comités locaux, et des millions de cartes postales qui ont été envoyées à l'Elysée, siège de la Présidence de la République.

Mais, parallèlement à cette dernière participation citoyenne, les syndicats ont passé la main aux partis institutionnels, comme le demandaient la CFDT et le PS, pour que l'action soit reconduite dans le cadre du Sénat et de l'Assemblée.

## **Au Sénat**

Le 2 novembre 2009 le débat de la loi de privatisation est commencé dans le Sénat jusqu'au 9 novembre, date à laquelle, la loi a été adoptée en première lecture. Ce 2 novembre dernier, un pique-nique a été organisé dans le jardin Luxembourg du Sénat par des délégations venues de régions, 350 personnes environ se sont rassemblées. Puis ce projet de loi, a été soumis au vote des députés le 22 décembre 2009. Une poignée de syndicalistes s'est rassemblée devant l'Assemblée Nationale.

Les missions de services public de la Poste : le transport de la presse, l'accessibilité bancaire, l'aménagement du territoire et le service postal universel, n'ont aucune garantie du financement pérenne et intégral par cette loi.

## **Les conséquences**

Les bureaux de poste seront remplacés par des « points de contact ». Ils pourront être toute épicerie ou commerce de proximité, voir bouche de métro, tel que cela existe déjà au métro Simplon à Paris. Des ouvertures nocturnes des guichets jusqu'à 21h 30 sont prévues une fois par semaine dans les villes de plus de 50 milles habitants. Les licenciements sont déjà prévus à partir de 2012.

## **Conclusion**

Derrière cette privatisation d'un service public qui fonctionnait et qui était autofinancé, mais ponctionné par l'Etat, il y a une grande mobilisation citoyenne qui a été détournée pour pacifier le climat social de sorte que les prochaines élections des Conseils régionaux en mars 2010 se déroulent dans la passivité et l'indifférence.

## **Patricio Calderon**

*\* Publié sur le site de A l'encontre, 3 février 2010.*

---

## **Grève reconductible dans des bureaux de poste parisiens....**

En dépit de la température ambiante, la semaine a été chaude pour les facteurs de plusieurs arrondissements de Paris et notamment à Paris 15°. Ils sont confrontés à des réorganisations supprimant environ 10% des effectifs. La Poste veut également mettre en place un système de tournée dite « sécabl », qui organise un sous-effectif permanent dans les services de distribution du courrier et permettrait à terme de supprimer environ un quart des 4000 facteurs parisiens.

Le mercredi 13 janvier, la grève a démarré dans plusieurs bureaux : Paris 15° (un tiers des agents en grève), Paris 11° et Paris 7°. Le lendemain, elle a été reconduite à Paris 15° et a démarré à Paris 20°. La direction a refusé de négocier, sinon quelques aménagements à la marge, ce que les syndicats (Sud et CGT) n'ont pas accepté. Le vendredi 15, 78 grévistes à Paris 15°, une cinquantaine présents sur le piquet. La direction faisait distribuer un tract par les cadres sup' avec pour titre « Nouvelles organisations : ne laissons pas dire n'importe quoi » qui était une réponse aux tracts syndicaux... avec quelques perles comme « *Des suppressions d'emplois : faux ! les établissements ont anticipé leurs réorganisations en ne remplaçant par les départs...* »

La grève restait suivie aussi à Paris 20° (80 personnes sur le piquet). Le samedi 16, le nombre de grévistes n'avait pas diminué à Paris 15°. Une motion s'adressant à l'ensemble des postiers de Paris a été adoptée demandant aux syndicats de se réunir pour construire la riposte de tous les bureaux de Paris.

Lundi 18, la grève devait être reconduite à Paris 15° et un tract des trois syndicats soutenant la grève (CGT, SUD, FO) diffusé sur l'arrondissement en direction des usagers. Il était question d'un démarrage de la grève à Paris 6°.

Les militants du NPA de la Banque postale voisine du Centre de Paris 15° essaient d'organiser la solidarité avec les collègues de La Poste.

\* *Paru dans Hebdo TEAN 39 (21/01/10).*

---

## **La poste, un bien public privatisé....**

Le vote final sur le changement de statut de La Poste devait avoir lieu à l'Assemblée nationale mardi 12 janvier. Ce service public devient une société anonyme qui pourra avoir maintenant sans entraves le même comportement que n'importe quelle entreprise de droit privé. L'énorme mobilisation des usagers (2,3 millions de signatures à la votation) et celle des postiers n'ont pas fait reculer le gouvernement qui s'est contenté de promettre que les capitaux entrants resteront publics. Des engagements similaires pris pour France Télécom, EDF et GDF n'ont pas été tenus. Le gouvernement dit vouloir préparer La Poste à la directive postale européenne qui prévoit l'ouverture totale à la concurrence, incluant les lettres de moins de 50 grammes, en 2011. Avec son nouveau statut, comme ses concurrents, La Poste ne s'intéressera plus qu'au courrier rentable, celui des grosses agglomérations. Elle accentuera les fermetures de bureaux ruraux et la réduction de personnel. C'est bien le service public qu'ils veulent assassiner.

*\* Paru dans Hebdo TEAN 38 (14/01/10).*

---